



International Office
Rue de Lausanne 78
Case postale 116
CH- 1211 Genève 21
Tel : (+41) 22 849 84 00
www.msf.org

16 décembre 2013

Lettre de MSF aux membres du Groupe de Haut Niveau sur la Syrie

Votre Excellence,

Médecins Sans Frontières vient en aide aux victimes du conflit syrien depuis avril 2011. La tenue de négociations diplomatiques sur l'aide humanitaire en Syrie est pleinement justifiée pour répondre aux besoins humanitaires urgents dans ce conflit extrêmement violent. Néanmoins, nous souhaitons attirer l'attention du Groupe de Haut Niveau sur la Syrie sur l'importance de renforcer l'accès humanitaire transfrontalier aux zones contrôlées par l'opposition. Il est en effet urgent d'accroître de manière significative l'assistance transfrontalière et d'adresser cette question dans les négociations actuelles sur l'aide humanitaire. Si le gouvernement syrien reste le seul canal de distribution de l'aide humanitaire internationale, des millions de Syriens continueront d'être privés de secours adéquats, en particulier au plan médical.

Aujourd'hui, la quasi-totalité de l'aide humanitaire internationale est acheminée via la capitale syrienne. Les agences des Nations Unies et les organisations internationales chargées de sa mise en œuvre sont soumises à un contrôle étroit du gouvernement. Celui-ci n'autorise la présence que d'un nombre limité d'expatriés, rarement autorisés à quitter la capitale. Il impose que l'assistance soit distribuée par l'intermédiaire d'institutions gouvernementales – principalement la Société du Croissant-Rouge arabe syrien (SARC) – ayant le monopole de l'évaluation des besoins et du choix des bénéficiaires.

Les membres du SARC font souvent preuve d'un dévouement et d'un professionnalisme exemplaires. Mais ils restent soumis aux pressions des forces de sécurité syriennes, dont la politique est de limiter ou d'interdire la distribution de secours humanitaires – en particulier médicaux – dans les zones contrôlées par l'opposition. L'acheminement de l'aide à travers les lignes de front se heurte également à l'intensité des combats, à la fragmentation des groupes rebelles et à leur profonde suspicion vis-à-vis des étrangers et de ce qui vient du camp gouvernemental. Les enlèvements de travailleurs humanitaires dans les zones d'opposition ont également été préjudiciables à l'acheminement de l'aide.

Ces obstacles ont conduit au blocage presque total de l'aide pour les personnes vivant dans des enclaves contrôlées par les groupes d'opposition et entourées par les forces gouvernementales. Tel est le cas des quartiers assiégés de Homs et de la Ghouta où survivent près de 200 000 personnes, avec peu ou pas d'assistance depuis plusieurs mois.

Quant aux cinq à sept millions de Syriens vivant dans les territoires rebelles adossés aux frontières des pays voisins, ils ne reçoivent de Damas aucune aide médicale et très peu de secours matériel. Leur isolement est en partie brisé grâce au rôle humanitaire de premier plan joué par les Etats voisins, notamment la Turquie.



Accueillant dans leurs hôpitaux des centaines de blessés chaque mois, les autorités turques permettent l'acheminement de vivres, de médicaments, de tentes et couvertures par les quelques ONG internationales et les organisations syriennes travaillant en territoire rebelle, en dépit de l'opposition du gouvernement syrien. Mais cette aide reste très en deçà des besoins.

Dans les gouvernorats d'Alep et d'Idlib, par exemple, des dizaines de milliers de personnes déplacées s'entassent dans des camps de tentes dépourvus d'équipements sanitaires. Ciblées depuis le début de la crise, les hôpitaux de campagne, les postes médicaux avancés et les services d'ambulances manquent de personnel et de matériel. Les destructions et fermetures des hôpitaux de district privent de nombreux malades de soins vitaux. Le système de santé public est à l'abandon. Le programme de vaccination national est suspendu et une épidémie de poliomyélite se propage maintenant dans le pays.

Moins d'une dizaine d'ONG internationales, dont MSF, achemine de l'aide depuis les pays frontaliers directement aux populations vivant dans les territoires contrôlés par l'opposition. Craignant des représailles pour leurs opérations à Damas, les agences des Nations Unies refusent de s'engager dans ce type d'opérations transfrontalières. La dangerosité et la complexité de l'environnement contribuent également à limiter les secours, certaines factions armées refusant par exemple l'accès aux communautés kurdes ou chiites isolées. Comme le montre l'action des ONG internationales et de MSF ayant des équipes à l'intérieur de la Syrie, il est néanmoins possible d'obtenir la coopération des groupes d'opposition, y compris des plus radicaux, pour venir en aide à un grand nombre de malades, de blessés et de personnes déplacées.

Alors que les besoins augmentent de jour en jour, le maigre filet d'assistance frontalière qui parvient aux populations des zones d'opposition risque de se tarir. Les quelques ONG internationales présentes font face à des difficultés croissantes pour acheminer des équipes et du matériel à travers les frontières. Quant aux agences des Nations Unies, elles semblent avoir renoncé à négocier un accès transfrontalier aux populations vivant en zone d'opposition. C'est pourquoi le Groupe de Haut Niveau sur la Syrie doit se saisir de la question de l'accès transfrontalier à toutes les victimes du conflit.

Nous vous demandons donc de toute urgence de soutenir les efforts de toutes les organisations humanitaires, qu'elles interviennent depuis Damas ou depuis les pays limitrophes. Il est urgent de soutenir les organisations humanitaires présentes à Damas qui essayent de forcer le blocus des enclaves et des zones difficiles à atteindre. Mais il est tout aussi essentiel d'accroître l'acheminement de l'aide humanitaire directement dans les zones rebelles à partir des pays frontaliers, en particulier depuis la Turquie.

Nous vous demandons également de reconnaître le rôle humanitaire de premier plan joué par les Etats voisins de la Syrie et de les encourager à faciliter l'acheminement d'équipes et de matériel humanitaire à travers leurs frontières.

Enfin, nous vous demandons d'inciter les agences des Nations Unies à faire plus pour les populations vivant en zone d'opposition, ne serait-ce qu'en mettant à disposition, aux frontières de la Syrie, des stocks de nourriture, de médicaments, de tentes hivernales, de couvertures et d'autres biens de première nécessité.

En vous remerciant pour l'attention que vous porterez à la question cruciale des opérations humanitaires transfrontalières en Syrie, nous vous prions d'agréer l'expression de notre plus haute considération.

Dr Joanne Liu
Présidente de MSF international